

Mission Multidimensionnelle  
Intégrée des Nations Unies  
pour la Stabilisation en  
République Centrafricaine



United Nations  
Multidimensional Integrated  
Stabilization Mission in the  
Central African Republic

MINUSCA

## NOTE D'INFORMATION

### LA MINUSCA DENONCE LE RECOURS A LA VIOLENCE PAR UNE MINORITE EN CENTRAFRIQUE

**Bangui, 22 mars 2017** – La MINUSCA a dénoncé mercredi une minorité en Centrafrique qui continue à recourir à la violence alors que, depuis la mise en place des institutions élues en mars 2016, la plupart des Centrafricains a fait le choix de la paix et du dialogue en vue d'une solution aux problèmes du pays. La Mission a rappelé que les armes et la violence n'ont plus de place tout en soulignant l'amélioration de la sécurité et le retour de l'autorité de l'État dans certaines localités.

Lors du point de presse hebdomadaire de la MINUSCA, le porte-parole de la Mission, Vladimir Monteiro, a noté que malgré la volonté de la majorité des Centrafricains, « *une minorité continue à croire que seul le langage des armes peut leur permettre d'imposer un agenda, au prix de toutes sortes d'exactions* ». Le porte-parole a notamment cité Abdoulaye Hissène et Alkatim dont « *le comportement belliqueux constitue une menace permanente pour les populations* » ainsi que des éléments de l'UPC, de la coalition du FPRC et des anti-balakas. « *Ces derniers font partie des auteurs des violences enregistrées en début de semaine dans le village d'Agoubi-Koba, sur l'axe Malou-Ndassima et la localité de Bakouma, dans la préfecture de*

**Bureau de la Communication et de l'information publique**

*Mbomou* », a dit Monteiro, en ajoutant que la patrouille dépêchée par la MINUSCA avait été empêchée d'accéder à Bakouma suite à la destruction volontaire d'un pont.

La MINUSCA a rappelé que la récente visite du vice-président de la région Afrique de la Banque Mondiale à Bangui ainsi que la session du Conseil de sécurité du 16 mars, avec notamment la participation du Chef de l'Etat centrafricain, avaient été « *deux moments forts* » qui ont permis aux autorités centrafricaines et à la communauté internationale de réitérer leur volonté de travailler ensemble pour la stabilité, la sécurité et la paix ainsi que le relèvement économique et humanitaire de la Centrafrique.

Au chapitre des droits de l'homme, Monteiro a indiqué que 38 incidents de violations et abus des droits de l'homme ont été documentés par la MINUSCA entre le 14 au 20 mars 2017. Au moins 64 victimes ont été affectées par ces actes dont les auteurs sont les groupes armés ainsi que des agents de l'État.

Pour sa part, la porte-parole de la composante police, Oana Andreea Popescu, a annoncé la poursuite du déploiement de la Police onusienne à l'intérieur de la Centrafrique ainsi que les opérations conjointes avec les forces de sécurité intérieures. « *La Police de la MINUSCA continue de renforcer ses capacités opérationnelles en province à travers son déploiement progressif du personnel. Ainsi, dix postes sur les 15 prévus sont opérationnels en dehors de Bangui. Au total, 83 policiers onusiens sont déployés dans les secteurs Ouest, Centre, et Est* », a dit la porte-parole.

De son côté, le porte-parole de la Force, Lieutenant-Colonel Ibrahim Al Moustapha, a déclaré que dans le

secteur centre, la Force poursuit ses patrouilles en coordination avec les forces de sécurité gouvernementale, qui continuent de se renforcer progressivement. « *La situation sécuritaire à Bambari et ses environs immédiats reste calme. La restauration de l'autorité de l'Etat se confirme avec l'arrivée de quatre magistrats* », a dit le porte-parole militaire, précisant toutefois que des affrontements ont lieu dans la région de Maloum et Atongo Bakari. La Force poursuit ses efforts pour protéger la population, a ajouté le porte-parole militaire.